



Paris, le 27 mars 2015

Refus de l'expérimentation des Centres de contact

Alors qu'une grève massive mobilisant près de 70 % des agents du Centre de contacts de Chartres se déroulait pour dénoncer le malaise grandissant face à cette expérimentation, un Groupe de travail national se tenait jeudi 26 mars à Bercy.

En dépit de la présence des différents services de l'administration centrale concernés par cette expérimentation, aucune réponse n'a été apportée aux revendications claires et unanimes des organisations syndicales signataires de l'appel à la grève, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP.

- Refus de l'expérimentation des Centres de contacts
- Refus des horaires décalés le soir de 19 à 22 heures et le samedi
- Alignement par le haut de l'indemnitaire accordé aux agents du centre de contact tenant compte des conditions particulières de l'exercice de la mission.
- Temps de formation professionnelle et documentation répondant aux besoins des agents pour accomplir leur mission
- Respect d'un véritable volontariat et arrêt du management par le stress

Après un an de travail et alors que l'expérimentation est déjà en cours, le responsable de la mission Stratégie Relations aux Publics, en reste toujours au stade de la réflexion alors qu'il y a urgence à apporter des réponses aux agents.

Il n'existe, en effet, à ce jour, pas de cadrage des horaires, pas non plus d'alignement du régime indemnitaire versé aux agents du CdC de Chartres par rapport à celui de Rouen alors que les missions sont identiques et dans le même périmètre d'expérimentation. Pire, aucune information sur l'évolution des missions dévolues au CdC dans les 2 ans n'a été donnée.

ATTENTION DANGER

La Direction générale dit « profiter de l'expérimentation » et les agents la subissent !

Les organisations syndicales ont exigé la tenue rapide d'un Comité Technique de Réseau dédié pour avis.

Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP demandent que d'ici la tenue de ce CTR, les revendications concernant le centre de contact soient systématiquement abordées dans les différents GT nationaux à venir, indemnitaire, formation professionnelle, mutations...

Alors même que la Direction générale reconnaît les insuffisances de l'expérimentation en matière de mutation-affectation, de rémunération, de formation, elle n'apporte aucune réponse.

Face à ce manque de considérations pour les nombreux agents grévistes, les organisations syndicales ont mis fin à cette parodie de dialogue social.

L'ensemble des organisations dénonce l'absence de réponses aux attentes légitimes des personnels. Elles alertent sur la faisabilité technique et le manque de moyens et exigent l'abandon de cette expérimentation non cadrée.